**Demande de décision préjudicielle présentée par la Riigikohus (Estonie) le 4 janvier 2019 — A. P./
Riigiprokuratuur**

(Affaire C-2/19)

(2019/C 93/44)

Langue de procédure: l'estonien

Jurisdiction de renvoi

Riigikohus

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: A. P.

Partie défenderesse: Riigiprokuratuur

Question préjudicielle

Convient-il de considérer que la reconnaissance d'un jugement d'un État-membre et la surveillance de son exécution sont conformes à la décision-cadre 2008/947/JAI⁽¹⁾, du 27 novembre 2008, concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution, également lorsque la personne condamnée a, par ce jugement, été dispensée de l'exécution d'une peine d'emprisonnement sous condition sans se voir imposer de quelconques obligations supplémentaires, de sorte que la personne condamnée a pour seule obligation de s'abstenir de commettre une nouvelle infraction intentionnelle pendant le délai d'épreuve (il s'agit de la dispense de l'exécution d'une peine sous condition au sens de l'article 73 du karistusseadustik — code pénal estonien)?

⁽¹⁾ Décision-cadre 2008/947/JAI, du 27 novembre 2008, concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution (JO 2008, L 337, p. 102).

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Varhoven administrativen sad (Bulgarie) le
4 janvier 2019 — Overgaz Mrezhi AD/Kom**

(Affaire C-5/19)

(2019/C 93/45)

Langue de procédure: le bulgare

Jurisdiction de renvoi

Varhoven administrativen sad

Parties dans la procédure au principal

Parties requérantes: Overgaz Mrezhi AD et l'association à but non lucratif «Balgarska gazova asotsiatsiya»

Partie défenderesse: Komisiya za energiyno i vodno regulirane (KEVR)

Questions préjudicielles

- 1) Les articles 36 et 38 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ainsi que l'article 3 de la directive 2009/73/CE⁽¹⁾ du Parlement Européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et abrogeant la directive 2003/55/CE, autorisent-ils une mesure nationale telle la mesure litigieuse — prévue par l'article 35 de la loi sur l'énergie (zakon za energetikata) et précisée par l'article 11 du règlement n° 2 relatif à la régulation des prix du gaz naturel (naredba n° 2 za regulirane na tsenite na prirodniya gaz) adopté le 19 mars 2013 par la commission étatique bulgare de régulation de l'énergie et de l'eau — en vertu de laquelle les clients supportent intégralement la charge financière liée aux obligations que les entreprises du secteur de l'énergie ont envers la collectivité, si l'on tient compte du fait que: